

<https://ricochets.cc/L-economie-se-moque-de-la-sante-des-travailleurs-et-des-catastrophes-ecologiques.htm>  
↓



# L'économie se moque de la santé des travailleurs et des catastrophes écologiques

- Les Articles -

Publication date: vendredi 17 avril 2020

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Voici une série d'articles qui montrent la volonté des capitalistes et des gouvernements leurs obligés, de faire repartir l'économie au plus vite, et sans rien changer au modèle désastreux en vigueur, voire en l'aggravant.

Ensuite, quelques remarques suite à l'article d'un pro-capitaliste qui montre avec raison que le réformisme est impossible vis à vis de la civilisation capitaliste mondialisée.

- [Pénicaud tente de museler l'inspection du travail !](#) - Cette suspension intervient dans un contexte où la Ministre et son bras armé, la DGT, veulent la peau de l'indépendance de l'inspection du travail par rapport au pouvoir politique et au patronat, principe garanti par la convention internationale de l'OIT et font tout pour museler son action : limitation des interventions aux seules actions déterminées par le ministère, interdiction d'envoyer des courriers types d'information aux entreprises, etc.
- [Les députés s'apprêtent à financer les grandes entreprises polluantes, sans conditions](#) - 20 milliards d'euros pour le sauvetage de grandes entreprises dites « stratégiques », telles qu'Air France, Renault ou le parapétrolier Vallourec - Greenpeace : « *Le sauvetage inconditionnel d'entreprises responsables de l'urgence climatique est tout simplement dangereux pour l'avenir des populations. En choisissant cette réponse à la crise économique, le gouvernement démontre qu'il ne prend toujours pas au sérieux la question écologique, c'est-à-dire le monde d'après. Pire, il prend prétexte de cette crise sanitaire pour blanchir son alliance indéfectible avec les lobbies, au moment où les citoyen-nés réclament au contraire une société résiliente et des lendemains tournés vers l'intérêt général* »
- [Vers un déconfinement sans tests massifs ? Macron met en danger les travailleurs pour forcer la reprise](#) - Dans son allocution du 13 avril, Macron a annoncé un début de déconfinement le 11 mai, avec l'annonce de la réouverture des écoles. Pourtant, le gouvernement ne semble prévoir aucune campagne de dépistage massive, Macron ayant réaffirmé sa volonté de réserver les tests aux cas symptomatiques. Une hérésie totale, alors que le matériel manque encore pour soigner en sécurité dans les hôpitaux. (...) Ce qui transparaît clairement ici, c'est que, malgré les promesses et les belles sur les futurs « jours heureux » à venir, l'objectif principal de Macron est avant tout centré sur la question économique, quitte à risquer la vie de millions de travailleurs en relançant l'activité.<sup>3</sup>
- [« Tout le monde a bien conscience que produire des voitures alors qu'on en est à 15 000 morts n'a pas de sens »](#) - Entretien du NPA Rennes avec M., ouvrier à la chaîne et militant CGT à l'usine PSA La Janais (Rennes)
- [Covid-19 : ils veulent nous faire payer la facture](#) - L'immobilisme ne sera pas possible, et les médicaments de cheval contre un effondrement systémique pourraient s'attaquer à l'épargne des ménages. Et faire payer, une fois de plus, la facture aux travailleurs et aux classes populaires. Pendant le confinement, la lutte des classes continue.
- [Nos vies valent plus que leurs profits ! - Espagne, Italie : les travailleurs reviennent dans les usines sans mesures de protection contre le virus](#) - Après un bilan catastrophique de la gestion de la crise sanitaire en Italie et en Espagne, principaux foyers européens, ainsi que les préconisations des scientifiques, comme de l'OMS, les gouvernements espagnol et italien veulent relancer leur économie nationale quel qu'en soit le prix. Un prix que payeront des millions de salariés que ces gouvernements renvoient au travail dans des secteurs pour la plupart non essentiels. (...) C'est main dans la main que les gouvernements et les grands capitalistes préparent le retour au travail de milliers de salariés, les exposant ainsi au risque de tomber malades et de contaminer leurs proches.
- [Covid-19 : grèves en série des travailleurs américains](#) - Alors que le pays est désormais le plus touché par la pandémie de Covid-19, avec plus de 23 000 morts le 14 avril, les États-Unis connaissent une série de grèves depuis près d'un mois, pour beaucoup sauvages, liées à la situation sanitaire. Le site d'information paydayreport.com en recense pas moins de 73 sur une carte interactive, dans un contexte où l'absence de droits sociaux surexpose les travailleurs en première ligne.
- [Crise et Reprise - Le coronavirus et l'économie aux Etats-Unis](#) - Dans ce récent article dont nous proposons la traduction, l'historien Aaron Benanav, membre du collectif Endnotes, propose un rapide panorama de la situation économique des Etats-Unis et du profond impact qu'aura et qu'a déjà la crise provoquée par la pandémie sur les travailleur-ses étasunien-nés, à travers une analyse de l'évolution des salaires et du taux de chômage.

Son ouvrage sur l'histoire mondiale du chômage depuis l'après-guerre sera bientôt publiée aux éditions Verso.

## L'économie se moque de la santé des travailleurs et des catastrophes écologiques

(...) Étant donnée la vitesse à laquelle l'économie s'effondre à l'heure actuelle, certains analystes prévoient que la prochaine récession rivalisera avec la Grande Dépression (de 1929)

- [L'économie de marché EST le problème - Donc non, on ne va pas se sacrifier pour la sauver](#) - Pour survivre, faisons un grand tri, et prenons en main sans intermédiaires ce que nous voudrions garder



**L'économie se moque de la santé des travailleurs et des catastrophes écologiques** Le monde économique ne pense qu'à une chose : la reprise, redémarrer, rattraper les profits, la croissance..., et garder le même modèle

[Le gouvernement](#) s'est davantage préoccupé de fliquer les déplacements individuels dans l'espace public, même quand ils ne mettaient en danger personne, que de contrôler les conditions de sécurité dans les entreprises ou les supermarchés.

Curieusement, [les rues sont quadrillées de flics](#), des hélicos traquent des personnes isolées en zone naturelle, mais de nombreuses entreprises non essentielles peuvent continuer à tourner, même s'il n'y a pas de mesures de protection suffisantes pour les travailleurs. Et on ne voit pas de flics dans les allées des supermarchés, là où pourtant sont concentrés les gens, donc les éventuels non respects des mesures de distanciation sociale.

**Il apparaît clairement que l'Etat se soucie davantage de la santé de l'économie capitaliste que de la santé des gens.**

L'autre obsession de l'Etat et du régime macroniste, c'est [d'habituer la population au contrôle, à l'obéissance, à la surveillance numérique via téléphones portables et par drones/caméras](#). Pendant la pandémie, a contrario des masques et des tests, l'Etat n'a pas oublié ou retardé la commande de lacrymos et de drones de surveillance, et a [simplifié les procédures pour de nouvelles antennes relais et la 5G](#).

- [Après le coronavirus : « Un autre monde est peut-être possible, mais il n'advient pas »](#) - L'expert en innovation industrielle Vincent Charlet estime, dans une tribune au « Monde », que l'épidémie actuelle ne doit pas remettre pas en cause la mondialisation des échanges, tant celle-ci apporte de bénéfices aux consommateurs et aux entreprises. (...) Un autre monde est peut-être possible, mais il n'advient pas. En tout cas pas de sitôt et pas à la demande des consommateurs, comme le rappellent les épisodes d'angoisse passés, parce que la réparation passe aussi par l'oubli. (...) Plus fondamentalement, ce virus ne suffit pas à discréditer leurs choix passés. Les dividendes de leurs investissements faits à l'étranger qu'elles rapatrient en France - les « bienfaits de la mondialisation » vus de France en quelque sorte - financent depuis longtemps le déficit commercial. Comment donc s'attendre à une réorganisation des entreprises autrement que marginale ? (...) Que souhaiter de meilleur qu'un renforcement de la coordination entre les Etats ? Et comment nommer cela, si ce n'est « mondialisation » ? Au sein de règles renégociées, les échanges mondiaux se ramèneront peut-être à des flux régionalisés. Mais ce ne sera pas la fin du dogme libéral, et ce n'est pas le coronavirus qui sera la cause de ce mouvement. La catastrophe annoncée du changement climatique se sera matérialisée sous nos yeux sans que nous n'ayons sans doute rien fait.

► [Suite de l'article en Post Scriptum](#)

Cet article d'un défenseur du capitalisme est habile, il essaie de rejeter la faute sur les instances politiques

uniquement, "oubliant" que les gouvernements sont sous la coupe des grands lobbies capitalistes.

Ensuite, il n'envisage comme option alternative que les choix des consommateurs ou des nationalismes accrus, soit deux "solutions" inadaptées. Il se garde bien d'envisager des formes de décroissance collective choisie suite à des luttes pour sortir du monde capitaliste.

Sous la civilisation capitaliste, il n'y a pas d'issues de secours

Mais sinon **il a raison de dire que [la civilisation capitaliste](#)** ne peut se modifier que de manière marginale, superficielle. En son sein il n'y a en effet pas d'issues de secours, tout est verrouillé, les lois implacables du marché, de la concurrence, de la nécessité de la croissance pour éviter l'effondrement économique, les classes sociales, la dominance des riches, le règne des grands propriétaires et grands actionnaires, rendent structurellement impossibles des réformes autres que superficielles (plus ou moins d'Etat, salaires plus ou moins haut, plus ou moins de mesures sociales, etc.).

**Dans le cadre capitaliste, Etats et entreprises, les deux mâchoires complémentaires du monstre, veulent seulement changer ce qu'il est nécessaire de changer pour que rien ne change.** Même si jamais par extraordinaire ils avaient de la bonne volonté, ce qui est improbable, les lois du marché et la domination des puissants les ramèneraient à l'ordre du dogme en vigueur.

Donc ne nous illusionnons pas sur les mesures sociales épisodiques, les changements de gouvernements, les « green new deal », les discours enflammés des dirigeants, la seule option vivable et soutenable est d'arrêter par des rapports de force les structures et fondements du capitalisme, tout en construisant d'autres mondes en parallèle, basés sur les low tech, le partage, la solidarité, la sobriété, l'auto-gestion et l'auto-gouvernement, en remplaçant la propriété par le droit d'usage, etc.



**L'économie se moque de la santé des travailleurs et des catastrophes écologiques** Le monde économique ne pense qu'à une chose : la reprise, redémarrer, rattraper les profits, la croissance..., et garder le même modèle

PS:

► Suite de [l'article édifiant d'un pro-capitaliste](#) :

**Tribune.** C'est un questionnement planétaire : le coronavirus, non content de provoquer une récession, annonce-t-il la fin de la mondialisation ? Chercheurs et militants répondent majoritairement par l'affirmative ces jours-ci, prophétisant le bouleversement de nos choix de consommation et

celui des stratégies d'entreprise. Cette perspective ne résiste pourtant pas à l'examen. De fait les échanges internationaux sont toujours en expansion et sont guidés par les lois et les prix plutôt que par nos aspirations individuelles.

La conversion des habitudes de consommation est un fait rarissime. Les sursauts en forme de « plus jamais ça » restent éphémères. La confiance dans les institutions a certes pu en être affectée - on pense à Tchernobyl ou au sang contaminé - mais pas les habitudes de consommation. La France a, par exemple, compté 40 000 morts en 1969 à cause de la grippe d'Hongkong. Cela a-t-il changé le cours de la mondialisation et les préférences des consommateurs ? Non, bien sûr. En 2005, les pouvoirs publics redoutaient que la grippe aviaire ne se transforme en catastrophe humaine qui fasse reculer le PIB mondial de 1 à 5 points sur l'année. Mais cela n'a pas modifié les comportements alimentaires à l'aune de ce risque.

En émettant l'hypothèse qu'il y ait un lien entre la circulation mondiale du coronavirus de 2020 et le goût pour la consommation de produits « mondialisés », depuis les jeans fabriqués en Inde jusqu'aux avocats du Chili, la pandémie a-t-elle encouragé au détachement matériel ? Bien au contraire, comme en attestent les files prévoyantes dans les supermarchés ou encore le besoin qu'a eu l'Etat de limiter la bande passante de Netflix en journée pour permettre aux hôpitaux de travailler. Dans moins de deux ans, les Français achèteront encore plus sur Amazon et seront encore plus nombreux à s'envoler au soleil pour leurs vacances. Un autre monde est peut-être possible, mais il n'advient pas. En tout cas pas de sitôt et pas à la demande des consommateurs, comme le rappellent les épisodes d'angoisse passés, parce que la réparation passe aussi par l'oubli.

### **La souveraineté seule n'apporte rien**

La seconde perspective est celle qui voudrait que les entreprises, échaudées par leur dépendance soudain révélée à l'égard de certains fournisseurs, décident de rapatrier une part substantielle de leur production à proximité de leur pays d'origine. Certaines déplaceront peut-être des usines, mais déplacer ne veut pas dire relocaliser, surtout si les acheteurs privés et publics restent peu enclins à payer le surcoût d'une fabrication locale. Plus fondamentalement, ce virus ne suffit pas à discréditer leurs choix passés. Les dividendes de leurs investissements faits à l'étranger qu'elles rapatrient en France - les « bienfaits de la mondialisation » vus de France en quelque sorte - financent depuis longtemps le déficit commercial. Comment donc s'attendre à une réorganisation des entreprises autrement que marginale ?

Les entreprises et les individus suivent les lois, les normes et les prix qu'on leur fixe. Ce sont donc les responsables politiques que nous élirons, et eux seuls, qui changeront le monde.

Un premier scénario plausible est celui de la lutte résolue contre le changement climatique. Si le carbone devient universellement taxé pour endiguer une trajectoire périlleuse, on peut imaginer que le commerce mondial reflue. Cela sera long et ne devra rien au coronavirus qui met les entreprises à l'arrêt et fait ainsi baisser le volume des émissions de CO2.

Un deuxième scénario serait celui de la victoire des nationalismes et de la recherche en tout lieu de l'autosuffisance économique. Ce mouvement a débuté par endroits (Etats-Unis, Brésil...), mais peut-il durer ? La Chine n'abandonne rien de ses intentions de vendre biens et services au monde entier. L'Europe n'est pas prête à renoncer à sa confiance fondatrice dans les bienfaits du marché libre. Et le changement climatique obligera les principales puissances à se rasseoir à la table des négociations.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi « La Chine pourrait s'imposer comme la première puissance mondiale dès la fin de l'épidémie » Car s'il y a une chose que prouve la crise du Covid-19, c'est que la souveraineté seule n'apporte rien. Quand l'Etat se ressaisit, c'est pour mieux adopter une riposte concertée avec ses pairs. Il en va de même pour le climat : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se heurte assez vite au constat de nos interdépendances. Que souhaiter de meilleur qu'un renforcement de la coordination entre les Etats ? Et comment nommer cela, si ce n'est « mondialisation » ? Au sein de règles renégociées, les échanges mondiaux se ramèneront peut-être à des flux régionalisés. Mais ce ne sera pas la fin du dogme libéral, et ce n'est pas le coronavirus qui sera la cause de ce mouvement. La catastrophe annoncée du changement climatique se sera matérialisée sous nos yeux sans que nous n'ayons sans doute rien fait.

*Vincent Charlet est délégué général de La Fabrique de l'industrie*